

La délicate déradicalisation des ex-Boko Haram

Dans la région de l'Extrême-Nord, au Cameroun, 132 combattants djihadistes se sont rendus aux autorités

REPORTAGE

MAROUA (CAMEROUN) -
envoyé spécial

Il souhaite la mort de son fils, ne plus entendre parler de lui et ainsi laver l'honneur de sa famille. «Tuez-le. En tout cas, ne le ramenez pas chez moi», lâche sans ciller ce vieux paysan de Kolofata aux militaires qui encadrent son enfant. Dans cette commune du nord du Cameroun meurtrie par les attentats, chacun sait que l'un des rites de passage imposés aux recrues de Boko Haram est d'abattre leurs parents de sang-froid.

Le jeune homme désavoué par son père a cédé à la tentation d'une vie meilleure et d'un paradis garanti. Il s'est enrôlé, comme des milliers d'autres gamins de la région sans diplômes ni rêves, dans les rangs du groupe djihadiste né dans le nord-est du Nigeria voisin il y a près de dix ans, le temps de ravager le bassin du lac Tchad. Il en est revenu, esquinaté et affamé, comme des centaines d'autres fantassins qui ont déserté Boko Haram.

Au Cameroun, les autorités de la région de l'Extrême-Nord ont décidé, après de longs atermoiements, d'appeler au retour des combattants et des petites mains du groupe djihadiste. Entre 2000 et 5000 Camerounais seraient concernés, selon des estimations qui varient en fonction de l'accès au renseignement de l'interlocuteur et de son intérêt à amplifier le phénomène dans l'espoir d'attirer des fonds. Car la «déradicalisation» est une stratégie mais aussi un business.

Pour le moment, il n'y a ni vision ni budget au Cameroun, où les populations, victimes des crimes djihadistes, restent hostiles à l'idée de cohabiter avec d'anciens

combattants. «Ceux qui n'ont pas combattu sont réintégrés, dit l'un des chefs traditionnels mobilisés par les autorités pour cette opération. Certains doivent publiquement jurer, la main posée sur le Coran, qu'ils ne font plus partie de Boko Haram.» Une forme de repentance peu orthodoxe et assez

peu convaincante pour les communautés villageoises traumatisées à qui l'on demande subitement de pardonner.

Ils sont arrivés en loques, fin 2017, la gandoura élimée, la barbe oblongue et sale, comme leurs cheveux. Faute de stratégie et de moyens, ce sont les militaires qui veillent sur les 132 anciens combattants, des «désengagés» qui seront peut-être un jour des «repentis», à l'issue d'un processus toujours à élaborer. Ils végètent désormais sur la base de la Force multinationale mixte (FMM), qui réunit des soldats camerounais, tchadiens, nigériens, nigériens et béninois, à Mora, cité carrefour des routes qui mènent au Nigeria et au Tchad, à 60 km de Maroua, la grande ville de l'Extrême-Nord.

«Entrepreneurs de la violence»
«La plupart d'entre eux ont abandonné Boko Haram car ils manquaient de vivres, avance le sous-préfet de Mora, Ouhe Kolandi. Outre les réticences des populations, il faut aussi gérer ce problème d'alimentation, car il n'y a pas encore de budget alloué à la nourriture des ex-combattants.» Yaoundé ne s'est pas vraiment investi dans ce projet encore embryonnaire. Alors les militaires se débrouillent comme ils le peuvent pour subvenir aux besoins de leurs anciens ennemis. Le gouverneur a fait don de quelques sacs de riz. Mais est-ce suffisant

pour conforter ces anciens sicaires dans l'idée qu'ils ont fait le bon choix ?

«Moins de 10 % des combattants camerounais de Boko Haram se sont enrôlés pour des raisons idéologiques, nuance Raoul Sumo Tayo, chercheur au Centre d'études stratégiques et des innovations de Yaoundé. La plupart ont eu des motivations socio-économiques, donc l'option de la déradicalisation ne semble pas la plus adaptée face à des petits entrepreneurs de la violence.»

Des interrogatoires menés par les services de sécurité, il ressort que la majorité d'entre eux viennent de Kolofata, commune adossée à la frontière nigérienne et peuplée de Kanouri, communauté à laquelle appartiennent plusieurs cadres de Boko Haram. Ces fantassins n'étaient pas en contact avec les hauts responsables du groupe mais agissaient sous la houlette de commandants de zone camerounais.

Promesses fragiles

«Les redditions ne touchent que les éléments subalternes de Boko Haram», déplore un notable de Kolofata. Leur connaissance religieuse reste basique, celle des armes est parfois plus maîtrisée. L'un des «désengagés» a ainsi surpris les militaires par son agilité à démonter et remonter une arme les yeux bandés.

Les militaires se débrouillent comme ils le peuvent pour subvenir aux besoins de leurs anciens ennemis

Sur la base de la FMM, les anciens combattants s'ennuient et angoissent. Ces probables futurs «repentis» sentent bien que leur destin est incertain, que les promesses des autorités sont fragiles et la réintégration hypothétique. Ils ne sont que de passage. Le

gouverneur de l'Extrême-Nord a annoncé la construction d'un centre de «déradicalisation» à 15 km de là, dans la ville de Mémé, où le chef traditionnel a mis un terrain à disposition. Reste à trouver les fonds...

En attendant, une grande partie des «désengagés» seront transférés à la petite prison de Meri construite par les Allemands il y a un siècle, aussi vétuste et insalubre que celle de Maroua, pleine à craquer. De quoi doucher les espérances de ces anciens combattants et augmenter le risque de les voir replonger dans le djihadisme ou la criminalité transfrontalière.

A chaque pays de la région son centre de «déradicalisation», de-

venu le nouvel accessoire indispensable d'une approche «douce» qui séduit les bailleurs de fonds internationaux et renforce l'idée que l'après-guerre est venue.

Les Etats du bassin du lac Tchad (Nigeria, Niger, Tchad et Cameroun), tous touchés par le fléau Boko Haram, tâtonnent, chacun à sa manière, pour tenter d'élaborer des alternatives à leurs réponses militaire, judiciaire et pénitentiaire, entachées de récurrentes violations des droits humains. Tous les gouvernements martèlent, pour des raisons politiques, la fin de la guerre contre Boko Haram, alors qu'aucun cessez-le-feu n'est intervenu. ■

JOAN TILOUINE